

## **Etude du monde tropical (géographie physique et humaine)**

M. Pierre GOUROU, professeur

Le cours du *jeudi* : *Paysanneries tropicales*. Existe-t-il plusieurs types de paysanneries dans le monde tropical ? Méritent-elles d'être maintenues, supprimées, étendues ? Qui dit paysannerie dit droit sur la terre ; droit individuel, familial, clanique, villageois. Ce droit et le sentiment de ce droit sont des données dont il faut tenir grand compte. Un progrès sérieux et solide des campagnes tropicales exige une connaissance intime des droits fonciers. Partant de ces prémisses on a considéré avec réserve ce qui, avant les drames actuels, avait été entrepris dans une partie du Biafra. Les « Colonies agricoles » du pays ibo, inspirées par le moshav israélien, et conseillées par des experts israéliens, ne paraissent pas convenir aux besoins réels de l'Afrique rurale, tout au moins dans des régions rurales déjà peuplées. Les inconvénients : prix de revient élevé, attribution de terres (6 ha d'élaeis par exploitation individuelle) incompatible avec la densité de la population, gageure qui consiste à dégager de vastes surfaces (une colonie couvre 4 000 ha) dans une région très peuplée où la terre n'est pas vacante. Il faut beaucoup de capitaux pour acheter celle-ci ; et à qui l'acheter ? Sans pression politique il serait impossible de l'acquérir. Les Ibibio ont carrément refusé d'en vendre. On a parfois expulsé des occupants « sans droit » : à Igbariam, près d'Enugu, 1 500 occupants de ce type ont été expulsés (avec une indemnité pour leurs maisons et leurs arbres) et remplacés par des colons. C'est une façon un peu surprenante de traiter les problèmes ruraux. L'exemple israélien est de peu d'intérêt pour les campagnes peuplées du Nigéria ; l'agriculture israélienne s'établit sur une table rase, la campagne africaine est chargée de droits d'usage. Les colonies ont prétendu établir sur la terre, à la place des anciens paysans, des jeunes gens instruits et sans emploi : il a fallu y renoncer et revenir à des agriculteurs expérimentés.

Des paysanneries sont en régression, dans des conditions d'ailleurs fort diverses. Une analyse soigneuse (qui date de 1959-60) a examiné le fonctionnement de la paysannerie zandé dans le nord-est du Congo-Kinshasa ; la pauvreté de cette paysannerie était due à une insuffisante dépense de travail et à une orientation malheureuse de l'agriculture commerciale (les femmes mariées donnent au travail 71 pour cent de leur temps, entre 6 heures et 18 heures, dont 32 pour cent pour l'agriculture ; les hommes mariés donnent au travail 51 pour cent de leur temps, dont 20 pour cent pour l'agriculture). La cause principale de la régression de cette paysannerie

est cependant la fâcheuse situation démographique dont il a été question dans des cours précédents. Les Egba (qui habitent l'ouest du domaine yoruba) sont une paysannerie en régression, mais par exode rural ; la campagne des environs d'Abeokuta montre des signes de déclin ; maisons et champs abandonnés. La cause : des Egba vendus comme esclaves à Lagos, libérés et instruits à Freetown, revinrent au pays natal, et y lancèrent un heureux mouvement d'instruction et d'ouverture au monde extérieur. Le résultat fut une émigration, vers Lagos en particulier, où les Egba sont le groupe le plus nombreux. Il est des paysanneries en régression pour des raisons politiques. Exemple : les paysanneries des Chittagong Hill Tracts. Ces montagnes ont une population appréciable (20 hab. par km<sup>2</sup> en 1961), bien que de loin inférieure aux densités de la plaine littorale (440 au km<sup>2</sup> dans Chittagong littoral). Les Chittagong Hill Tracts appartiennent à la péninsule indochinoise ; la géographie humaine est celle de l'immense domaine montagneux indochinois. Grande variété ethnique ; des peuples se juxtaposent sans s'interpénétrer, ce qui suppose des techniques d'organisation peu ambitieuses. Dans les Chittagong Hill Tracts, ces peuples sont d'affinité mongoloïde et parlent des langues tibéto-birmanes, tout en se reliant à des rameaux linguistiques divers ; les Marma parlent arakanais, c'est-à-dire birman ; les Mru se rattachent à une autre branche du tibéto-birman. Quels qu'ils soient, ces peuples ont en commun leurs techniques d'exploitation ; ils accordent au végétal l'essentiel de leur attention technique, se nourrissant à peu près exclusivement d'aliments végétaux, utilisant un outillage de bambou, construisant des maisons de bois et bambou. Tels sont les Lushai, Pankhua, Chakma, Marma, Mru, Mrung, Kumi, Cak. Ces populations sont en bonne santé démographique et ne souffrent pas de pénurie ; l'essart (tongya chez les peuples de langue birmane) leur procure une nourriture suffisante en quantité. Mais elles sont en régression technique et, de ce fait, menacées de disparition. Les Marma (1) ignorent métallurgie, poterie, tannage, menuiserie, fabrication de l'huile, couture. Incapables de faire ou de réparer un instrument de métal, ils achètent au bazar des machettes japonaises, leurs seuls outils ; ils n'ont ni houe, ni scie, ni hache. La machette leur sert à tout, plantoir et sarcloir, abattage des broussailles. Mais les Marma sont incapables d'abattre un arbre tombé en travers d'un chemin ; il faut appeler des Bengali armés de scies et de haches. Les Marma ne sont pas un peuple attardé ; ils savent écrire, peuvent lire un texte imprimé à Rangoun. Il n'est pas possible que ce peuple maître de l'écriture n'ait pas maîtrisé autrefois les techniques qui lui font défaut, et dont l'ignorance ne lui pèse d'ailleurs pas à l'excès ; pour tout ce qu'il ne sait faire le Marma utilise les services d'artisans ou de fournisseurs bengali ; le peuple marma recourt même à des salariés bengali pour aménager quelques rizières inondées. La première

---

(1) Pour l'un des peuples (Marma) qui composent la mosaïque ethnique des Chittagong Hill Tracts, voir L. Bernot, *Les paysans arakanais du Pakistan oriental, l'histoire, le monde végétal et l'organisation sociale des réfugiés marma (mog)*, Paris, École pratique des Hautes Études, 1967, 2 vol., 793 p.

explication de tout cela : les Arakanais d'Akyab pratiquaient autrefois des razzias d'esclaves aux dépens des Bengali du delta Gange-Brahmapoutre ; ces esclaves assuraient les métiers qui manquent aujourd'hui aux Marma ; affranchis, ces esclaves ont rempli, comme travailleurs libres, les mêmes fonctions. Quand, au XVIII<sup>e</sup> siècle, les Marma ont quitté l'Arakan pour les Chittagong Hill Tracts, ils ont gardé cette organisation.

Il leur a été d'autant plus impossible de la réformer qu'une frontière politique les a séparés de leurs compatriotes arakanais et inclus dans un état (le Pakistan) où ils sont une petite minorité. Enfin, la prépondérance bengali laisse aux Marma (et aux autres peuples des montagnes) peu de latitude pour retrouver leur équilibre. L'administration bengali est sans égards excessifs pour ces non musulmans. Lors de la mise en eau du barrage de la Karnafuli, les autorités ont expulsé les Chakma qui exploitaient les terres alluviales et leur donnèrent d'insuffisantes compensations ; les bateliers bengali qui transportaient les expulsés refusèrent de prendre à bord les porcs, dont la vue affligeait de bons musulmans. La surexploitation des bambouseraies par les bûcherons bengali risque de priver les peuples montagnards d'une des bases de leur existence. — Pour toutes ces raisons, des paysanneries parfaitement viables, et qui mériteraient d'être encouragées, sont promises à la décadence et à la disparition. Dans un monde qui agite les questions d'aide technique, voilà un cas bien caractérisé de régression technique qui pourrait être curable.

Divers cas de paysannerie rurale en formation. En Jamaïque, après la libération des esclaves (1838), et sans qu'aient été supprimées les plantations, s'est spontanément constituée une paysannerie sur les terres que celles-ci n'occupaient pas ; une petite paysannerie, importante puisqu'elle assure la nourriture de la population de l'île, à l'exception du riz, produit dans de grandes exploitations. Les paysans produisent aussi le tiers de la canne à sucre, 77 % des bananes, 62 % des agrumes, la totalité du gingembre, du café, du cacao (1). Les exploitations paysannes se tiennent entre deux et quatre hectares. Les ruraux accordent grande valeur morale, sociale, sentimentale à la terre ; pourtant un cinquième seulement d'entre eux détiennent des certificats cadastraux ; le reste n'a pas de titres : la possession de la terre est fait de notoriété et n'est pas contestée ; les parcelles sont vendues sans titre. Une manifestation de sentiment paysan : un vieillard déclare ne pas vouloir d'un certificat cadastral, de crainte que ses fils ne l'utilisent pour mettre la terre en gage. Les paysans jamaïcains ont retrouvé un usage africain ; 8 % des terres sont biens de famille non partagés par héritage ; les héritiers l'exploitent selon un plan concerté mais ne peuvent disposer d'une partie quelconque de ce bien ; le bien de famille n'est pas reconnu par la loi jamaïcaine. La paysannerie pratique une polyculture qui ne brille pas par les

---

(1) D. Edwards, *An economic survey of small farming in Jamaica*, Kingston, 1961.

rendements ; peu de fumure et d'outillage. Trois fermiers sur quatre se fient, pour les dates des semis et repiquages, à un almanach qui se fonde sur les phases de la lune. Ces petits propriétaires exploitants ont retrouvé un trait paysan caractéristique, la méfiance à l'égard des innovations. On ne sait si elles sont dignes d'être appliquées ; on craint l'opinion publique.

Les Noirs réfugiés de Guyane (1) sont aussi un exemple de paysannerie qui se reconstitue à partir d'une situation d'esclavage. Les Boni ont solidement implanté leurs communautés, produisent leur nourriture et trouvent des ressources complémentaires en mettant leurs talents de bateliers au service des chercheurs d'or. La comparaison entre ces Boni et les « Créoles », chercheurs d'or venus de la Barbade, montre les Boni mieux intégrés au milieu naturel ; tandis que les Créoles font figure de passants non enracinés, les Boni sont en voie de former une paysannerie. La comparaison avec des groupes indiens voisins (les Roucouyennes de nos vieilles cartes) est aussi fort instructive : les Boni ont meilleure démographie ; la raison de leur supériorité ? Elle est probablement dans le fait que les Boni, d'origine africaine, et se rattachant donc à l'Ancien Monde, sont moins sensibles aux maladies banales de l'Ancien Monde comme grippe, rougeole, etc. Les Boni sont d'autre part mieux initiés aux outillages européens ; cependant les Indiens seraient plus soigneux de leurs moteurs (les habitants de ces lointaines forêts se sont pris de passion pour les hors-bords qui propulsent leurs pirogues) que les Boni. Le milieu physique étant identique pour tous, les comportements des groupes diffèrent selon la civilisation dont chacun d'eux est armé. Une erreur parfois commise en géographie humaine est d'admettre qu'une population rurale est « adaptée » au milieu physique dans lequel elle vit ; notion incorrecte, à moins de donner au mot d'adaptation une acception très lâche ; tout groupe est « adapté » au milieu physique, mais il est des adaptations plus ou moins efficaces (c'est-à-dire plus ou moins capables d'assurer une vie plus ou moins abondante à un nombre plus ou moins grand d'hommes). Toute civilisation n'a pas nécessairement réalisé l'adaptation optimum (dont il serait malaisé de préciser l'exacte signification). Le mot d'adaptation est riche en pièges ; il risque de faire du milieu physique, dans le modelé des faits de géographie humaine, un partenaire de rang égal à la civilisation. Les Noirs Boni n'ont pas réalisé un chef-d'œuvre d'adaptation. Les faiblesses sont visibles. Leur agriculture par essartage n'est pas des plus heureuses ; les rendements sont médiocres ; les fourmis empêchent de cultiver une parcelle plus d'un an ; la culture inondée supprimerait cette menace, exploiterait les meilleures terres, écarterait toute inquiétude climatique (l'incertitude de la période sèche risque de compromettre l'incendie). Les Boni dépendent de leurs revenus de bateliers pour leurs achats extérieurs. Ils devraient pouvoir aussi compter sur la vente de produits de leurs récoltes, ce qui exigerait quelques cultures arborescentes.

---

(1) J. Hurault, La vie matérielle des Noirs réfugiés Boni et des Indiens Wayana du Haut Maroni (Guyane française). Agriculture, économie et habitat ; Paris, ORSTOM, 1965, 143 p.

Quoi qu'il en soit, les Boni apportent la preuve, s'il en était besoin, qu'une paysannerie peut vivre dans le milieu amazonien, à condition d'être ouverte sur le monde extérieur, à la condition aussi que les autorités supérieures ne soient pas, comme ce fut trop souvent le cas en Amazonie, oppressives ; les Boni sont remarquablement libres de toute oppression.

En Haïti, après la révolution de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, les esclaves libérés ont spontanément organisé une paysannerie, une population rurale enracinée (des sondages montrent plus de 90 % des habitants vivant là où ils sont nés), maîtresse de sa terre, qui lui inspire un attachement sentimental. Cette paysannerie, du fait de circonstances historiques, a pris des caractères particuliers. Après la révolte des Noirs et l'établissement de l'indépendance (1804) se produit une révolution des paysages. Les plantations abandonnées, les anciens esclaves s'éloignèrent des plaines, où se trouvaient les plantations, pour s'établir dans les collines et les montagnes. Chaque exploitant construisit sa maison au milieu de son petit domaine, dont il avait lui-même établi les limites. Habitat dispersé, agriculture de subsistance. Donc révolution du système d'agriculture et révolution dans les sites et le style de l'habitat. Pourquoi cela ? Les autorités qui s'établirent après l'indépendance essayèrent, pour maintenir la production de sucre et de café, de fixer sur les anciennes plantations les esclaves libérés en leur promettant une portion des revenus ; la plantation devenait un « atelier », et l'esclave un « cultivateur-portionnaire ». Ce système ne plut pas aux travailleurs, qui lui trouvèrent un relent d'esclavagisme. Pour se mettre à l'abri de toute contrainte, ils préférèrent s'établir loin des anciens lieux habités et des routes. La paysannerie haïtienne existe, mais souffre de sous-administration : pas de cadastre, rareté des écoles et des routes, aucune aide régulière de l'état à l'agriculture (1).

Comme les cas précédents, l'île d'Anjouan (Comores) est une ancienne terre d'esclavage. Mais, à Anjouan, les esclaves libérés ne sont pas, ou pas encore, devenus paysans. Les travailleurs de la terre sont restés dans une situation dépendante, qu'ils soient métayers de leurs anciens maîtres, ou salariés sur les grandes plantations créées depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Une paysannerie n'est donc pas née, ou pas encore. Elle serait possible, sous forme de petites exploitations qui devraient être orientées vers des cultures commerciales de grand rapport (vanille, plantes à parfum) car la densité de la population sur la surface cultivable atteint déjà 426 par km<sup>2</sup> en 1962 (2).

---

(1) P. Moral, *Le paysan haïtien*, Paris, 1961. H. A. Wood, *Northern Haïti*, Toronto, 1963.

(2) Quelques observations de géographie humaine ; les arbres alimentaires ont grande importance ; bananier, cocotier, manguier, arbre à pain, jacquier : heureuse solution aux problèmes des terres pentues que les arbres protègent contre l'érosion. Cependant les Anjouanais, préférant le riz, le cultivent dans des conditions difficiles ; leur goût pour le riz (aussi légitime que tout autre, mais qui est un choix de civilisation, orienté ici par le prestige social ; les gens de qualité mangent du riz, les autres les imitent) les amène à pratiquer une riziculture sèche qui convient mal à leurs sols (bananiers, ignames, patates, taro, manioc seraient moins dangereux) et à importer du riz, alors que l'île pourrait se suffire avec bananes et tubercules. Changer les usages sera difficile, la culture du riz étant affaire féminine.

Une paysannerie est nécessaire, le système de faire-valoir actuel, pour les terres qui appartiennent aux nobles des villes, étant loin d'assurer le meilleur rendement à l'hectare ; ces propriétaires absents n'investissent aucune part de leurs recettes et se contentent de faire récolter noix de coco et girofle sans procéder au moindre aménagement, au moindre apport d'engrais. Les propriétaires citadins ne voient dans leur domaine que la source d'un revenu ajouté aux traitements administratifs (ils émargent largement au budget) et à leurs bénéfices commerciaux, et la possibilité de contrôler une clientèle. Les plantations capitalistes sont aussi sous-exploitées, par exemple en se consacrant au sisal, de faible rapport à l'hectare. Occupant 33 % des terres cultivées, elles assurent aux agriculteurs (88 % de la population) 10 % de leurs revenus. Il ne sera pas facile de fonder une paysannerie, du fait des obstacles déjà indiqués, et pour d'autres raisons ; les hommes laissent aux femmes l'essentiel des besognes agricoles ; les notables ne désirent pas abandonner privilèges et bénéfices, d'autant plus substantiels que cette aristocratie recrute les cadres religieux qui prélèvent de lourds tributs sur la population.

Une paysannerie se crée sous nos yeux, chez les Chinois de Bornéo septentrional (Sabah). En ce pays où ils ne sont pas persécutés, et où les autochtones sont peu nombreux (densité moyenne de la population indonésienne, au sens ethnique, 5,5 par km<sup>2</sup>), les Chinois construisent une paysannerie vigoureuse et prospère. Conditions vraiment équatoriales, températures, pluies, prédominance de la grande forêt toujours verte. L'amplitude annuelle moyenne de Jesselton est de 0,6 degré ; un record mondial. La démographie chinoise, meilleure que celle des autochtones, n'est pas affaiblie par une insalubrité tout à fait classique ; les Chinois savent se prémunir contre le paludisme ; les enfants chinois sont mieux soignés que les indonésiens. A l'âge de 30 ans, les mères chinoises ont perdu 3, 8 % de leurs enfants contre 25 pour les mères indonésiennes ; la population chinoise croît plus vite que l'autre (sans tenir compte de l'immigration, interdite depuis 1960). Le bon comportement des Chinois est d'autant plus significatif que certains d'entre eux sont venus de Chine du Nord, du Tche Li ; or l'idée est parfois soutenue que les Chinois réussissent à merveille dans le monde tropical parce qu'originaires de la partie semi-tropicale de la Chine. Les Chinois ne vont pas coloniser les hautes montagnes de l'intérieur (Kinabalou, 4 000 m, un horst faillé dans les terrains tertiaires ; le Kinabalou lui-même étant fait de roches basiques) (1), mais se rassemblent sur les plaines littorales ; proximité de la mer, rivières navigables, meilleurs sols. Les autochtones n'avaient pas tiré grand parti d'un rivage hospitalier souvent bordé de bonnes terres alluviales ; les Bajau étaient surtout pêcheurs. Ceux de la côte orientale, construisant leurs maisons sur pilotis à l'extérieur de la mangrove, n'avaient à leur disposition aucune plage, aucune terre émergée. Bien que des Chinois aient pris contact avec Bornéo dès le VII<sup>e</sup> siècle de notre ère, l'actuelle

---

(1) P. Collenette, A physiographic classification of North Borneo, *Journal of Tropical Geography*, 1963, p. 28-33.

colonisation est récente ; elle ne remonte même pas aux cultures chinoises de poivriers établies au XVIII<sup>e</sup> siècle à Brunei (et qui avaient disparu à la fin du siècle). La British North Borneo C<sup>o</sup> (1877, traité avec le sultan de Brunei ; 1881, reconnaissance par le gouvernement britannique) recrute des Chinois pour ses diverses entreprises : en 1960 les Chinois étaient 104 000 sur une population totale de 454 000. Sur les côtes ouest (Jesselton), nord-est (Sandakan) et sud-est (Tawau). Les agriculteurs font 40 % des hommes chinois actifs. Bons défricheurs, attaquant la forêt avec d'autant plus d'énergie qu'ils font argent du bois et du charbon de bois ; cultures vivrières ; l'essentiel de l'attention est donné aux hévéas et aux cocotiers. Une partie des Chinois ruraux est établie sur des colonies officielles où chaque exploitant a reçu un lot de 2 à 4 ha ; ce serait mal connaître l'esprit d'entreprise des Chinois que de les croire satisfaits de cette maigre surface ; la plupart d'entre eux ont d'autres terres et voient dans la colonie officielle une occasion légale d'étendre leurs propriétés. La colonisation agricole chinoise, largement spontanée, est une réussite économique. Ces Chinois bien portants, relativement prospères, donnent à la population locale un exemple. Ces Chinois, traditionnalistes et attachés à leurs vieux usages, tout en étant agilement ouverts sur le monde extérieur, fonderont-ils une paysannerie durable ? On en peut douter ; l'avenir politique du Nord-Bornéo n'est pas fixé ; il est à penser que, si ce territoire devenait un jour indonésien, les Chinois y seraient maltraités.

Les paysans doivent s'évader de la pure agriculture de subsistance pour s'assurer des possibilités de progrès. Le canton de Rampal (à l'ouest de la ville de Munshiganj, Pakistan oriental) compte 16 334 habitants sur 9 km<sup>2</sup>, en 1951 ; soit une densité générale de 1 814 hab. par km<sup>2</sup> ; cette densité, très forte et purement rurale, s'explique par une horticulture intensive qui obtient au moins deux récoltes par an et vend des produits rémunérateurs sur le marché de Dacca, bananes, bétel, légumes, pommes de terre (1). Le bétel est même exporté par avion sur Lahore. Pourquoi cette horticulture s'est-elle fixée ici, et non pas plus près de Dacca ? Rampal se trouve dans une partie très déprimée du delta Gange-Brahmapoutre ; pourtant ses cultures principales, qui occupent la surface toute l'année, ne supportent pas d'être inondées : bananier, bétel. Ces plantes accaparent les niveaux les plus élevés, qui doivent leur non-submersibilité pendant les crues estivales à un travail de terrassement particulièrement actif à l'époque où Rampal portait la capitale du royaume sena (1095-1260) ; les ruines de palais et de temples se rencontrent sur tout le territoire. Le terrassement se poursuit : sous nos yeux les habitants draguent la vase des chenaux pour exhausser les parties hautes (et les fertiliser). Pour se protéger des inondations les habitants auraient pu recourir à des digues ; ils ont préféré les terrassements ; une option technique. La population de Rampal a tous les caractères d'une paysannerie ; elle marque un solide attachement à sa terre. C'est une population d'esprit ouvert ; malgré la très forte

---

(1) Land Use in Rampal Union, a horticultural area (Dacca, 1961).

densité, les gains sont supérieurs à ceux des cultivateurs de riz et de jute du reste du delta ; l'orientation vers des productions commerciales très rémunératrices est un heureux choix ; les habitants de Rampal, avides d'améliorer les rendements par des semences sélectionnées et l'engrais artificiel, sont déçus par un système administratif et commercial qui répond mal à leurs demandes. L'amélioration de l'irrigation en hiver serait fort utile. La paysannerie de Rampal est donc bien orientée ; une amélioration de son sort pourrait être obtenue par une assistance technique à la fois possible et rentable.

Les Gurkha du Népal : une paysannerie qui, malgré son isolement et des conditions naturelles médiocres, est parvenue à un certain degré de prospérité en complétant les ressources tirées de l'agriculture et de l'élevage par les soldes provenant du service militaire à l'étranger ; un cas suggestif de paysannerie qui, sans rompre ses liens avec sa terre, se procure des revenus extérieurs qui remplacent les ventes que la situation géographique ne permet pas de réaliser (1). Les paysans des montagnes du nord du Guatemala (2) complètent aussi leurs ressources par des salaires gagnés au dehors et dont ils rapportent chez eux la plus grande partie. Mais que de différences entre les deux situations ! Alors que les Gurkha émigrent temporairement pour obtenir une rémunération de spécialistes et s'assurer un mieux-être, les Mam (des Maya) du Guatemala septentrional émigrent pour échapper à la faim et se louent à des salaires de manœuvres. Leur situation locale est angoissante ; dans le municpe d'Ostuncalco (150 km<sup>2</sup>, 21 000 habitants en 1950) la partie la plus fertile, qui est la plus basse et mériterait seule d'être cultivée, couvre 40 km<sup>2</sup> et atteint une densité de 280 personnes au kilomètre carré. La population s'est multipliée à partir de 1920 par une forte natalité (50 %) et une certaine baisse de la mortalité ; de 1930 à 1950 le prix des bonnes terres a décuplé, passant de 125 à 1 250 dollars US l'hectare ; à ce prix la terre ne rapporte brut que 5 % du capital, aucun compte n'étant tenu du travail dépensé.

Les paysanneries tropicales méritent de vivre ; leur utilité s'affirme quand elles n'existent pas : trop d'espaces ruraux d'Amérique du Sud souffrent d'une population instable et d'une exploitation négligente parce qu'ils n'ont pas de paysannerie. En attendant qu'aient été mises en application de meilleures formules d'occupation du sol les paysanneries méritent le respect. Elles méritent aussi qu'on les aide à atteindre une meilleure rémunération du travail. La sous-administration est une cause suffisante de stagnation pour les paysanneries : l'exportation des bananes n'a pu, par gabegie administrative, être développée à Haïti ; les paysans ont souffert de perdre ainsi un revenu commercial. Même bien intentionnée, une administration efficace pourrait

---

(1) B. Pignède, *Les Gurungs*, Paris, Mouton, 1966, 414 p.

(2) O. M. Horts, *The specter of death in a Guatemala Highland community*, *Geographical Review*, 1967, p. 151-167.

commettre des erreurs si elle perdait le sens de la mesure (1). Le grand développement que prennent les villes peut être d'une grande aide pour les paysanneries si les rapports villes-campagnes sont heureusement organisés. Sur ce point, deux exemples très différents ont été examinés, qui montrent qu'il existe des possibilités diverses et encourageantes, Kano et Ibadan.

Le cours du *vendredi* avait pour titre : *Causes du retard technique et économique du monde tropical*. Reprise, avec des éléments neufs, de l'obsédante question du retard unanime du monde tropical, sur les plans technique et économique. Aucune réponse compréhensive à cette question ne pouvant être simple et définitive, il est nécessaire de faire de temps en temps le point. L'essentiel des explications antérieurement présentées reste valable ; le monde tropical, qui n'a pas déclenché la révolution technique de notre temps, y a participé tardivement ; le retard pris se maintient et s'aggrave. Des cheminements nouveaux ont été conduits cette année en vue de la distinction entre deux sortes de retards, ceux des techniques de production et ceux des techniques d'organisation. Un exemple ; les insectes nuisibles (3 000 espèces sur trois millions) sont responsables de bien des maladies des hommes, des animaux domestiques, des plantes, et détruisent une part notable des récoltes. Parmi les procédés de lutte, les insecticides : dans une première étape, celle des insecticides végétaux traditionnels, le monde tropical était en excellente position ; il les produisait, et les vendait aux agriculteurs tempérés (pyrèthre, roténone de racines diverses, nicotine). Les progrès de la chimie ayant lancé les insecticides de synthèse, le monde tropical perdit pied : chercheurs « tempérés », champs de recherche tempérés ; le DDT et ses cousins ne sont pas nés dans le monde tropical et n'y sont pas fabriqués. Les insecticides de synthèse rendent d'admirables services mais ils ont des faiblesses : ils ne sont pas assez spécialisés (ils tuent des insectes qu'on ne désirait pas supprimer) ; ils voient naître chez les insectes des résistances. Voici qu'apparaît une troisième génération d'insecticides : les produits hormonaux, tout à fait à leurs débuts, mais dont il y a lieu de penser qu'ils auront le double avantage de ne pas déclencher de résistance et de limiter strictement leur action à l'espèce dont la destruction est désirée. On est ainsi sur la voie d'insecticides parfaits. Où se font ces recherches, par qui sont-elles conduites, au profit de quelles cultures ? Recherches tempérées, chercheurs tempérés, cultures tempérées. Ne pas s'en tenir aux seules techniques de production. Supposons que le monde tropical invente et fabrique des insecticides de la troisième génération ; encore faudra-t-il que les techniques d'organisation soient assez perfectionnées pour assurer la diffusion de ces produits. Si les transports par route sont précaires, si les boutiques de brousse ne font qu'un commerce de pacotilles, si l'admi-

---

(1) C'est par exemple une chose excellente pour le présent d'améliorer la production du sucre de palme au Cambodge ; mais ce ne peut être qu'un expédient temporaire ; le sucre de palme est trop fermentescible pour se prêter à un développement notable ; ce dont les campagnes cambodgiennes ont besoin, c'est d'une irrigation rationnelle qui permette de relever les rendements en riz, — et de cultiver la canne à sucre.

nistration d'état n'est pas représentée par des agronomes nombreux, compétents et dévoués, l'utilisation des insecticides sera impossible. Caractère nécessaire de techniques d'organisation efficaces.

Chez les Mahafaly du rivage sud-ouest de Madagascar (1) le retard économique s'explique largement par les techniques de production. Ce peuple a choisi, dans un pays difficile, de demander à l'agriculture l'essentiel de sa subsistance. Le climat est marginal ; la moyenne pluviométrique est faible, les années réelles tombent souvent au-dessous de la moyenne ; les Mahafaly littoraux étant établis au contact de plateaux calcaires et de dunes littorales, l'espace cultivable est étroit et de mauvaise qualité ; les Mahafaly n'irriguent pas ; pour nombre de villages, l'approvisionnement en eau potable est mal assuré. Les Mahafaly du littoral font un élevage transhumant de bovins ; cependant l'essentiel de leur alimentation repose sur les produits végétaux, que leur pays produit dans de mauvaises conditions. L'orientation technique de ces Mahafaly est maladroite : ce peuple littoral n'exploite pas la mer. Pourtant celle-ci est poissonneuse, et le rivage hospitalier. Un récif corallien, un lagon tranquille, des lieux de pêche variés. Les Mahafaly laissent aux Vezo le soin de pêcher : mais ces derniers, arrivés depuis peu, n'ont pu empêcher les Mahafaly d'exploiter la mer. Le retard économique est ici lié à une pauvreté des techniques qui ne s'explique nullement par les contraintes du milieu naturel. Divers aspects du retard économique d'autres parties de Madagascar ont été attribués au contraire à l'insuffisance des techniques d'organisation.

Un cas de retard technique a été examiné avec le delta de la Volta (1). La population éwé qui occupe ce delta (et depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle seulement) (2) est entreprenante et vigoureuse ; mais lui ont manqué les techniques d'organisation nécessaires au contrôle des eaux. Résultats de ces faiblesses : une petite partie du delta est utilisée, la mer érode certains rivages (et a détruit une portion de la ville de Keta), l'exploitation du sel de la lagune de Keta est irrégulière. La population a plus ou moins adapté au delta les techniques agricoles dont elle était armée avant d'occuper celui-ci, mais n'a nullement maîtrisé les conditions deltaïques. Ce qui n'empêche pas les cultivateurs éwé de montrer grande ingéniosité dans la culture commerciale de l'échalote pour le marché d'Accra, et les pêcheurs d'exploiter activement les plages avec leurs sennes, tout en ignorant les techniques maritimes.

---

(1) R. Battistini, *Géographie humaine de la Plaine côtière mahafaly*, Paris, Cujas, 1964, 197 p.

(2) J. M. Grove, *Some aspects of the economy of the Volta Delta (Ghana)*, Bulletin de l'IFAN, B, 1966, p. 381-432.

(3) Un cas parmi beaucoup d'autres, en Afrique occidentale, de peuple récemment établi en son site actuel. Remarque essentielle pour une explication approfondie de la carte de la densité de la population ; cette carte correspond à un moment de l'histoire et n'est pas l'héritière d'un long passé qui aurait exploité toutes les possibilités des conditions naturelles.

Le rôle de l'insuffisance des techniques d'organisation dans le retard économique apparaît avec force quand elles sont ruinées par des catastrophes historiques ; il n'est pas d'autre explication de la faible population et du retard de diverses contrées d'Amérique du Sud, où subsistent des signes évidents d'une occupation plus dense, accompagnée de techniques d'organisation relativement ambitieuses. La vallée du Sinu (Colombie) est connue pour ses tertres funéraires qui attestaient un dense peuplement précolombien (1) ; dès l'installation des Espagnols à Carthagène (1533), ils se ruèrent sur de tels sites, connus pour contenir de l'or ; leurs violences ruinèrent la population ; dès 1537 les Espagnols évacuaient le pays : plus d'or à prendre ni d'Indiens à asservir. La photographie aérienne a découvert, en diverses parties de l'Amérique du Sud, des étendues considérables de champs en billons témoignant d'une technique agricole et d'une organisation que les conquérants ont détruites. Beaux exemples en Colombie, dans la vallée du San Jorge (2). Ces systèmes de billons couvrent des milliers d'hectares ; commandement d'1,50 m, largeur de 7 m, fossés de 7 m de large. Il est probable que les billons portaient du manioc ; les fossés pouvaient être cultivés en saison sèche. Les systèmes de billons ont été aménagés dans des dépressions marécageuses, incultivables (en culture sèche bien entendu) sans cette technique. Les paysans du bas delta du Fleuve Rouge et du delta du Zambèze ne procèdent pas autrement pour créer des champs secs dans des surfaces inondées. Des étendues de billons abandonnés ont été également découvertes en Bolivie septentrionale entre Béni et Mamoré, en Ecuador près de Duran et de Guayaquil, dans la partie littorale du Surinam, dans les Llanos du Vénézuéla au sud de Barinas, aux abords du lac Titicaca. Les habitants (de descendance Chibcha) des bassins andins de la Cordillère orientale de Colombie aménagent encore de petits billons ; les anciens y cultivaient la pomme de terre. Les nouveaux procédés d'exploration archéologique ouvrent de larges perspectives ; peut-être permettront-ils un jour de mieux comprendre certaines situations et de découvrir des traces d'occupation dans un delta équatorial comme celui de l'Orénoque, dont les 59 000 km<sup>2</sup> sont pratiquement déserts et dont certaines informations indiquent qu'il serait exempt de malaria.

Les régions littorales atlantiques de Colombie sont à beaucoup d'égards bien douées. Les retards ont pour origine l'insuffisance des techniques d'organisation ; les faibles densités des plaines alluviales et des collines tertiaires s'expliquent par l'abandon administratif où s'est trouvée cette contrée depuis la conquête espagnole. Une situation singulière : la Sierra Nevada de Santa Marta, qui domine de ses 5 775 m la mer des Antilles, a été colonisée par de pauvres pionniers qui, venus en bonne partie des Andes, ont refoulé les Indiens vers les terres les plus hautes. Il eût été avantageux pour les

---

(1) J. J. Parsons, *The settlement of the Sinu valley of Colombia*, *Geographical Review*, 1952, p. 67-86.

(2) J. J. Parsons et W. A. Bowen, *Ancient ridged fields of the San Jorge River floodplain*, *Geographical Review*, 1966, p. 317-343.

colons de se fixer dans les basses terres plutôt que sur des pentes escarpées où les sols défrichés sont vite érodés. N'est-il pas surprenant, au xx<sup>e</sup> siècle, que soit défrichée une rude montagne, ne sommes-nous pas en un siècle d'exode montagnard ? Mais ces pionniers, fuyant le surpeuplement de certaines Andes et la « violencia », n'ont pu s'établir dans le bas pays, accaparé par les latifundia, et se sont portés vers les montagnes de Santa Marta où, libres de créer de petits domaines privés, ils avaient la joie d'être leurs maîtres (les droits des Indiens n'étant pas pris en considération). Les faiblesses de l'aménagement foncier expliquent l'étrangeté de la colonisation de Santa Marta (1). Sur les rives du Golfe d'Urabà (Colombie littorale atlantique) (2), les premiers arrivants espagnols avaient maltraité les Indiens, dont les effectifs avaient grandement diminué. Longtemps ce golfe fut seulement fréquenté par quelques contrebandiers. Urabà ayant été attribué à Antioquia, des notables antioquiens firent campagne pour que leurs compatriotes le considèrent comme leur débouché maritime. Un mythe. Le résultat fut la construction d'une route, malgré de rudes montagnes et le franchissement de deux cols à 2 700 m. Souvent emportée par des glissements, la route n'est pas très utile ; le commerce d'Antioquia continue de se faire par Barranquilla et Carthagène. Entre temps, la côte orientale du Golfe d'Urabà a développé de prospères bananeraies qui travaillent pour l'exportation sans utiliser la route d'Antioquia. Mais le développement des bananeraies (et de palmeraies à elaeis, dirigées par des Hollandais) ne valorise guère le pays, qui reste pauvre et sous-administré. Les bourgades (Turbo par exemple) sont des bidonvilles, la population, faite surtout de Costeños (habitants de la côte atlantique de la Colombie) et de Noirs du Chocó, ne peut être instruite faute d'écoles. La situation pourrait changer si le système foncier était plus favorable aux petites gens, si les services sociaux étaient développés, en bref, si le pays n'était pas sous-administré.

Le climat chaud et pluvieux serait-il responsable du retard technique et économique par une action dépressive sur l'homme (3) et sur les résultats de l'agriculture ? En fait, le monde tropical est particulièrement favorable à l'agriculture ; il n'a rien à envier au monde tempéré pour la domestication de plantes fondamentales. Ce n'est pas un monde hostile qui a livré à l'homme le riz, le maïs, les seuls tubercules alimentaires vraiment importants (manioc, igname, taro, patate, pomme de terre ; la nullité de la contribution

---

(1) J. R. Krogzemis, *A historical geography of the Santa Maria area, Colombia* ; Berkeley, Univ. of California, 1967, 176 p. stencyl.

(2) J. J. Parsons, *Antioquia's corridor to the sea. An historical geography of the settlement of Urabà* ; Berkeley, Univ. of California Press, 1967, 115 p.

(3) Problème examiné par des cours antérieurs ; la réponse avait été que l'action directe du climat sur l'organisme humain, pour intéressante qu'elle soit, et digne de retenir l'attention de spécialistes, ne pouvait être tenue pour responsable des retards techniques et économiques. — Remarquons au passage que le préjugé selon lequel le climat chaud et pluvieux fait, en tant que tel, des hommes nonchalants et inefficaces, rétablit par un biais l'entièreté du préjugé racial, les habitants du monde tropical pluvieux étant pour leur quasi-totalité des « Colorés ».

tempérée est ici remarquable), les seules tiges alimentaires (sagou, ensété), des fruits nourriciers essentiels (banane-plantain, arbre à pain ; la châtaigne fait modeste figure), les haricots. Le monde tempéré ne peut se targuer de disposer d'un textile aussi valable que le coton.

Cette énumération éclaire certains aspects du retard technique du monde tropical. Les plantes cultivées tropicales ont reçu peu d'additions et d'améliorations au cours des deux derniers siècles ; le monde tempéré s'enrichissait de la pomme de terre, de la betterave à sucre, du maïs hybride ; les grandes améliorations tropicales ont été exclusivement faites par des capitaux et des spécialistes européens pour l'usage des Européens : canne à sucre, hévéa, caféier, cacaoyer, élaeis.

Les plantes cultivées tropicales ont besoin elles aussi d'être perfectionnées par la sélection. Il n'est, pour s'en convaincre, que de voir les progrès du maïs depuis les minuscules épis datant de 5 000 avant J.-C. jusqu'aux énormes épis de certaines variétés actuelles. Il apparaîtrait, par la pratique actuelle de la sélection génétique scientifique, qu'il ne faut pas, dans le domaine des plantes cultivées tropicales, viser à mettre au point des lignées pures, qui seraient très fragiles (1) ; la rapidité des mutations des ennemis des plantes (insectes, champignons, etc.) aurait pour effet la destruction rapide d'une lignée spécialisée dans la résistance à un certain type d'ennemi. Il vaudrait mieux créer des variétés à large éventail de possibilités, et, pour cela, disposer d'un grand stock de variétés impures où puiser pour sélectionner les nouvelles variétés destinées à remplacer les variétés détruites par de nouveaux ennemis. Spécialistes de haute qualité, jardins d'essai admirablement outillés (pour les haricots, entretien en permanence de vingt mille espèces), sérieux moyens financiers, institutions stables, techniques d'administration très évoluées. Toutes conditions rarement réalisées dans le monde tropical et dont l'absence est une cause directe de retard économique (2).

Le surpeuplement, cause de retard économique ? L'île de Cebu (Philippines) compte, en 1964, 264 habitants par km<sup>2</sup> (3) ; Cebu, anticlinal de calcaires tertiaires, ne regorge pas de bons sols ; une partie des sols meubles a été déjà érodée (les pentes supérieures à vingt degrés font 50 % de la surface) ; culture habituelle du maïs, rendements médiocres ; ne parle-t-on pas de 400 kg de maïs égrené par hectare ? Peu de sols favorables au riz inondé. Deux facteurs ont favorisé le croît de la population ; Cebu est exempt de malaria ; d'autre part Cebu n'a pas souffert, au point de vue pathologique,

---

(1) E. J. Wellhausen, *Opportunities for crop development*, p. 237-255 de *Rural Development in Tropical Latin America*, Ithaca, 1967.

(2) Les problèmes de l'essartage tropical ont été soumis à une révision ; cf. P. H. Nye et D. J. Greenland, *The soil under shifting cultivation*, Commonwealth Bureau Soil Science, 1960.

(3) C. Vandermeer, *Population patterns on the island of Cebu, 1500-1900* ; *Annals Association American Geographers*, 1967, juin, p. 315-337.

de l'arrivée des Européens et de leurs maladies. Celles-ci étaient en effet des maladies de l'Ancien Monde, d'autant plus familières aux Cebuans qu'ils avaient reçu depuis des siècles de nombreuses visites chinoises. L'absence de malaria retient l'attention ; entre 1900 et 1920 la mortalité par malaria, qui, pour l'ensemble des Philippines, atteignait 3,75 %, était nulle à Cebu. Les larves des anophèles vecteurs ne trouvaient pas de conditions favorables ; la perméabilité des calcaires supprime toute collection d'eau dans la plus grande partie de l'île ; Cebu a une côte d'émersion, sans plaine alluviale, sans lagunes d'eaux saumâtres où, comme à Java, se multiplieraient les larves de l'anophèle *sundaicus* (1).

Des densités supérieures à 350 sont observées dans des circonscriptions rurales ; la moyenne des exploitations s'abaisse à 1,12 ha. De nombreux Cebuans ont émigré vers Mindanao, où la place ne manquait pas ; ils forment la plus grande part des 1 500 000 Visayans que Mindanao reçut entre 1948 et 1960. Cette émigration, qui a allégé le fardeau de Cebu (sans donner une solution durable au problème du surpeuplement), a assuré de façon définitive la philippinisation d'une île qui devait à ses éléments musulmans des tendances centrifuges. Mindanao approche de la saturation ; les terres qui restent à occuper ne sont pas les meilleures ; le croît démographique propre à Mindanao sera torrentiel, la population étant jeune, et suffira d'ici quinze ans à occuper toutes les terres encore disponibles. Pèse sur Cebu comme sur le reste des Philippines la menace d'un surpeuplement généralisé (2). Les villes ne sont pas capables d'absorber le croît de la population rurale ; c'est là une situation particulièrement affirmée aux Philippines. Cependant, l'avenir n'est pas aussi noir qu'on pourrait le craindre ; sans examiner ici les perspectives qu'ouvrirait une administration efficace et minutieuse (qui mettrait bon ordre, par une fiscalité appropriée aux abus du système foncier, aux latifundia mal gérés par des propriétaires absentéistes), on a souligné que les problèmes démographiques prennent nouvelle tournure.

Des faits nouveaux incitent à penser que le croît démographique pourrait se ralentir. C'est une notion dépassée que celle qui liait indissolublement pauvreté et natalité sans frein. Un pays comme l'Inde semble vraiment entré dans la voie du contrôle des naissances ; seule l'insuffisance des moyens administratifs et médicaux restreint les effets d'une nouvelle orientation du sentiment populaire ; un des domaines où l'aide extérieure peut être la plus utile, à condition d'être discrète.

Le retard économique tropical déroule du retard technique ; dans les conditions présentes le retard technique le plus accablant est celui des

---

(1) R. Brooke, Concerning the freedom of Cebu from malaria fevers ; *Military Surgeon*, 1914, p. 201-204.

(2) P. D. Simkims et F. L. Wernstedt, Growth and internal migrations of the Philippine population, 1948 to 1960 ; *Journal of Tropical Geography*, 1963, p. 197-202.

techniques d'organisation. Le perfectionnement de celles-ci est la condition nécessaire du progrès du monde tropical ; administrer un pays attardé ne demande pas moins de soins, de personnel, de compétence qu'administrer un pays évolué ; l'agriculture d'un pays attardé veut autant de pédologues, d'entomologistes, de généticiens, d'agronomes que l'agriculture d'un pays évolué. La première condition du progrès économique n'est pas économique, mais administrative ; un pays attardé progressera économiquement s'il a en nombre suffisant (c'est-à-dire en effectifs du même ordre que ceux qui existent dans les pays évolués) des administrateurs, des médecins, des entomologistes, des agronomes, etc. Ce personnel, tout en étant aussi compétent que celui des pays évolués, doit être beaucoup moins rémunéré ; un médecin pour 1 000 habitants ne peut être payé de la même façon si le revenu moyen de ces 1 000 habitants est de 2 000 dollars (2 000 000 dollars pour les 1 000 habitants) ou si le revenu de ces 1 000 habitants est 50 000 dollars. La diversification de l'administration est la condition première du progrès économique, l'austérité la condition première de cette diversification. Les aides techniques, si utiles, ont le défaut de retarder le moment de l'application de cette indispensable austérité ; elles permettent que des techniciens bien payés fassent un certain nombre de choses heureuses ; mais elles laissent entier le problème essentiel : la prise en mains de l'évolution du pays intéressé par une administration rémunérée selon la capacité contributive du pays.

Quelques exemples de retards économiques dus à la sous-administration ; les déficits alimentaires observés sur la plus grande partie du Tanganyika sont dus à des insuffisances d'organisation (pas de maîtrise de l'eau dans les vallées de la Rufiji, du Kilombero, dans le delta de la Rufiji ; routes incapables d'assurer le transports de vivres aux moments opportuns ; caractère superficiel et irrégulier de la lutte contre les glossines) ; les fantastiques inégalités qui s'observent entre diverses parties du Brésil : le revenu moyen par habitant est en 1963 de 624 US \$ dans l'Etat de Sao Paulo, de 57 dans celui de Piaui ; les massacres d'Indiens rapportés récemment appartiennent au domaine de la sous-administration. Les ravages de l'onchocercose dans une partie du Ghana septentrional sont dus à la faiblesse des techniques d'organisation ; une lutte rationnelle contre les simulies transmettrices permettrait de juguler le mal. Dans le petit état de Nangodi 58 km<sup>2</sup> proches de la Volta Rouge ont du être abandonnés, tandis que 92 km<sup>2</sup> portent 152 habitants au km<sup>2</sup> (et 400 à Tindongo), soit plus que le potentiel de peuplement des techniques locales.

#### MISSIONS

Octobre 1967, Institut Universitaire des Hautes Etudes Internationales, Genève, Conférences sur les problèmes du retard technique et économique du monde tropical.

Avril 1968, Istituto di Economia Agraria, Verone ; entretiens sur des questions d'agriculture tropicale ; conférence sur les problèmes de géographie tropicale qui se posent au Nigéria.

PUBLICATIONS

— *Kulturens innflytelse på landskapet* (*Naturen*, Oslo, 1967, n° 8, p. 451-474).

— *Santiago de Cabo Verde. La terre et les hommes* (*Annales de Géographie*, janvier-février 1968, p. 106-110) (C.r. de Ilidio de Amaral, Santiago de Cabo Verde, a terra e os homens, Lisbonne, 1964, 444 p.).

— *Les paysans du Sénégal* (id., p. 110-117) (C.r. de Paul Pélissier, Les paysans du Sénégal ; les civilisations agraires du Cayor à la Casamance, Saint-Yrieix, 1966, 939 p.).

— *Le delta du Zambèze* (volume jubilaire L. G. Polspoel, 1967, p. 31-36).

— *Une géographie du sous-peuplement* (*L'Homme*, 1967, p. 85-93) (C.r. de G. Sautter, De l'Atlantique au fleuve Congo. Une géographie du sous-peuplement, République du Congo, République Gabonaise, Paris, Mouton, 1966, 1 102 p., 2 vol.).

— *Le Sahara pétrolier* (*Bull. de la Société belge d'études géographiques*, 1967, p. 381-382) (C.r. de C. Verlaque, Le Sahara pétrolier, Paris, 1964, 452 p.).

— *La tierra y el hombre en Extremo-Oriente* (Bilbao, Ediciones Moreton, 1967, 183 p.).